

ACTION URGENTE

IL FAUT LIBÉRER VICTORIA BIRAN, MILITANTE LGBT+

Le 26 septembre, Victoria Biran, une militante en faveur des droits humains, a été arrêtée alors qu'elle se rendait à la Marche des femmes à Minsk. Deux jours plus tard, elle a été condamnée à 15 jours de détention administrative, qu'elle purge au tristement célèbre centre de détention de la rue Akrestina, établissement devenu synonyme de torture. Dans de nombreux cas similaires, la détention a été prolongée. En tant que militante LGBT+, Victoria Biran est exposée à un risque accru de mauvais traitements. Cette femme est une prisonnière d'opinion et doit donc être libérée immédiatement et sans condition.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Andrey Shved

Procureur général de la République du Bélarus
Vul. Internatsionalnaya 22
220030 Minsk, Bélarus

Courriel : info@prokuratura.gov.by

Telegram : <https://t.me/prokuraturabelarus>

VK : <https://vk.com/prokuraturarbbel>

Twitter : <https://twitter.com/prokuraturaby>

Facebook : <https://www.facebook.com/prokuraturaby>

Instagram : <https://www.instagram.com/prokuraturaby>

Monsieur le Procureur général,

*L'arrestation et la détention arbitraires de **Victoria Biran**, une défenseure des droits humains, en vertu de l'article 23.34 du Code des infractions administratives (« Violation de la procédure pour l'organisation et le déroulement d'événements de masse »), m'inspirent de vives inquiétudes. Victoria Biran a été arrêtée par des membres masqués de la police antiémeutes alors qu'elle se rendait à la Marche des femmes à Minsk le 26 septembre. Elle a certainement été prise pour cible parce qu'elle tenait un drapeau arc-en-ciel. Le policier ayant plus tard été entendu au tribunal par liaison vidéo comme « témoin » à charge contre Victoria Biran n'a pas donné son nom et cachait son visage derrière un masque noir. Victoria Biran n'a commis aucune infraction et souhaitait uniquement exercer ses droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique, mais elle a tout de même été condamnée à 15 jours de détention administrative. Elle purge sa peine au centre de détention de la rue Akrestina, récemment devenu synonyme de torture et d'autres formes de mauvais traitements, notamment de violences sexuelles, contre les détenu·e·s. Il est possible que Victoria Biran ait été prise pour cible par la police en sa qualité de militante LGBT+, et je crains donc qu'elle ne soit victime de violences en détention.*

Victoria Biran est une prisonnière d'opinion, privée de sa liberté uniquement pour avoir exercé de manière pacifique ses droits fondamentaux, et son cas est similaire à celui de milliers de personnes arrêtées au Bélarus ces dernières semaines.

À la lumière de ce qui précède, je vous exhorte à :

- veiller à ce que Victoria Biran et les autres prisonniers et prisonnières d'opinion au Bélarus soient relâchés immédiatement et sans condition ;
- diligenter dans les meilleurs délais une enquête impartiale et effective sur les circonstances de l'arrestation arbitraire de Victoria Biran et de son procès, durant lequel un « témoin » anonyme a comparu, mais aussi sur toutes les violations des droits humains dont des détenu·e·s auraient été victimes au Bélarus, notamment des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements, et garantir que l'ensemble des responsables présumés soient traduits en justice dans le cadre de procédures équitables.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

POUR EN SAVOIR PLUS

Au moment de son arrestation, Victoria Biran tenait un drapeau arc-en-ciel et, d'après des proches et d'autres militant·e·s présents sur place, cela a attiré l'attention de membres de la police antiémeutes et a débouché sur son placement en détention.

Selon d'innombrables témoignages de première main, des éléments photographiques et vidéo largement diffusés, ainsi que des documents médicaux, une grande partie, si ce n'est l'ensemble des personnes arrêtées durant les manifestations majoritairement pacifiques ayant suivi l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, le 9 août, ont été soumises à des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements durant leur arrestation et en détention. Il est établi que certains traitements ou châtiments inhumains ou dégradants, notamment des passages à tabac, sont monnaie courante au centre de détention situé dans la rue Akrestina (établissement plus communément connu sous le nom d'« Akrestina ») à Minsk, la capitale du Bélarus, où Victoria Biran est incarcérée.

L'arrestation de Victoria Biran survient dans un contexte de forte détérioration de la situation des droits humains au Bélarus. Des manifestations pacifiques de masse se sont tenues durant la campagne électorale et après l'élection présidentielle du 9 août, notamment pour protester contre les résultats officiels de cette dernière, largement contestés. Tout au long de ce mouvement, les autorités ont mené une campagne de plus en plus hostile face à l'opposition et aux autres opinions divergentes. Des milliers de personnes ont été arrêtées de manière arbitraire par des policiers. Une grande majorité de ces personnes étaient des manifestant·e·s ou des passant·e·s pacifiques, et de nombreuses autres ont été appréhendées par des hommes masqués vêtus en civil dans des circonstances s'apparentant à des enlèvements. Elles doivent toutes être immédiatement relâchées, et les autres violations des droits humains doivent cesser sans délai, notamment la dispersion de rassemblements pacifiques, les arrestations de masse et la généralisation des mauvais traitements et de la torture contre les détenu·e·s.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Bélarussien ou russe
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 25 novembre 2020
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Victoria Biran (elle)